



KALLISTE REVISION COMPTABLE

Société de Commissaires aux Comptes

Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia

Agréée près la Cour d'Appel de Bastia

**CORSE ACTIVE POUR L'INITIATIVE
ASSOCIATION LOI DE 1901
PARC TECHNOLOGIQUE DE BASTIA
20601 - BASTIA**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Siège Social :

Parc technologique de Bastia, Z.A.E. d'Erbajolo - 20600 BASTIA

Tel : 04 95 30 18 60 ~ Fax 04 95 33 68 50Z

Mail : krc@kalliste-fiduciaire.com

Numéro de TVA Intracommunautaire FR49343744991

SARL au Capital de 100 000 Euros - Siret 343 744 991 00039 - APE 6920Z

**CORSE ACTIVE POUR L'INITIATIVE
ASSOCIATION LOI DE 1901
PARC TECHNOLOGIQUE DE BASTIA
20601 - BASTIA**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames,
Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons vérifié la conformité de l'enregistrement des opérations liées aux différents outils d'intervention utilisés par l'association avec les préconisations des réseaux France Active et Initiative France en la matière. De même, les traitements comptables relatifs aux Contrats d'Apport Associatif (CAA), aux Fonds d'Amorçage Associatif (FAA), aux Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) et aux Prêts d'Honneur (PH) sont conformes à ces préconisations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 26 juin 2025

Pour la SARL KALLISTE REVISION COMPTABLE

**Le Gérant
Paul FLACH**



BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 19/06/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	50 780	28 035	22 745	0,13	29 982	0,16
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	2 326 180		2 326 180	12,99	2 862 372	15,38
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	5 981 698	814 235	5 167 463	26,86	4 747 272	25,50
. Autres	2 346 044		2 346 044	13,10	2 453 579	13,18
TOTAL (I)	10 704 703	842 270	9 862 432	55,07	10 093 206	54,22
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	233 900		233 900	1,31	116 665	0,63
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	1 366 871	257 470	1 109 401	6,20	1 539 131	8,27
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	6 695 424		6 695 424	37,39	6 861 296	36,86
Charges constatées d'avance	6 306		6 306	0,04	4 384	0,02
TOTAL (II)	8 302 500	257 470	8 045 030	44,93	8 521 475	45,78
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	19 007 203	1 099 740	17 907 463	100,00	18 614 681	100,00



PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	1 865 028	10,41	1 865 028	10,02
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires	4 405 110	24,60	5 979 706	32,12
. Fonds propres complémentaires	7 339 750	40,99	8 847 600	47,53
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	548 431	3,06	548 431	2,95
. Autres				
Report à nouveau	137 487	0,77	376 446	2,02
Excédent ou déficit de l'exercice	-311 656	-1,73	-527 291	-2,82
Situation nette (sous total)	13 984 151	78,09	17 089 921	91,81
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	13 984 151	78,09	17 089 921	91,81
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	866 377	4,84	754 087	4,05
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	138 435	0,77	127 551	0,69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	2 857 050	15,95	520 223	2,79
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	61 450	0,34	122 900	0,68
TOTAL (IV)	3 923 312	21,91	1 524 760	8,19
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 907 463	100,00	18 614 681	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS



COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 19/06/2025

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		2 850								2 850		N/S	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		117 735				133 746				-16 011		-11,96	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		898 292				958 590				-60 298		-6,28	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		10 000				10 000						0,00	
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières		116 870								116 870		N/S	
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		358 083				140 595				217 488		151,69	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		0				4				-4		-100,00	
Total des produits d'exploitation (I)		1 503 831				1 242 935				260 896		20,99	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		378 966				303 055				75 911		25,05	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		53 600				53 730				-130		-0,23	
Salaires et traitements		663 837				694 856				-31 019		-4,45	
Charges sociales		259 182				261 757				-2 575		-0,97	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		423 917				328 775				95 142		28,94	
Dotations aux provisions													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		15 966				34 706				-18 740		-53,99	
Total des charges d'exploitation (II)		1 795 467				1 676 879				118 588			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-291 637				-433 944				142 307		32,79	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		2 815				13 472				-10 657		-79,09	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		120 874				86 256				34 618		40,13	
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		123 689				99 728				23 961		24,03	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		144 117				184 646				-40 529		-21,94	
Intérêts et charges assimilées		64 488				49 115				15 373		31,30	
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements													
Total des charges financières (IV)		208 605				233 761				-25 156		-10,75	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-84 917				-134 032				49 115		36,64	



COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-376 553	-567 976	191 423	33,70
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	80 429	42 429	38 000	89,56
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	80 429	42 429	38 000	89,56
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	13 592	1 744	11 848	679,36
Sur opérations en capital	1 939		1 939	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	15 531	1 744	13 787	790,54
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	64 898	40 685	24 213	59,51
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	1 707 948	1 385 092	322 856	23,31
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 019 604	1 912 383	107 221	5,61
EXCEDENT OU DEFICIT	-311 656	-527 291	215 635	40,89

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat	23 033				
TOTAL	23 033				
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole	23 033				
TOTAL	23 033				



I – PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

1-1 Objet social et activités de l'association

Un dispositif d'accompagnement et de financement dédié aux entrepreneurs.

CAPI est un dispositif financier régional, né de la fusion des associations Corse Active et Initiative Corse.

Membres de « CORSE FINANCEMENT », sa vocation est de soutenir les entrepreneurs du territoire, de la phase d'émergence de leur projet à la phase de développement de leur entreprise.

- **Affiliation** : réseaux nationaux France Active et Initiative France.
- **Stratégie** : Apporter des réponses techniques et financières adaptées aux attentes et besoins du territoire et de ses entrepreneurs. Spécialisation sur trois piliers de l'économie Corse, la Très Petite Entreprise, l'Installation Agricole et l'Économie Sociale et Solidaire. Mise en complémentarité de ces secteurs au service du développement économique et social de la Corse. Proximité avec les entrepreneurs et les partenaires grâce à une présence physique et outils au contexte. Réactivité et flexibilité permettant l'adaptation des actions et outils au contexte. Stratégie et dynamique régionale impulsées par les pilotes et financeurs locaux et stratégie et dynamique nationale impulsées par ses réseaux d'affiliation.

- **Offre d'accompagnement** :

CAPI met en œuvre un panel d'actions et de dispositifs permettant d'accompagner et de financer les entrepreneurs du territoire de la phase d'émergence de leur projet à la phase de développement de leur entreprise.





● **Offre de financement :**

CAPi met en œuvre un large panel d'outils financiers permettant de financer les entrepreneurs du territoire de la phase d'émergence de leur projet à la phase de développement de leur entreprise.

Outils dédiés aux Très Petites Entreprises et aux Installations Agricoles

- Prêts à taux zéro (30 000 euros maxi) → Prêt d'Honneur Création-Reprise et Prêt d'Honneur Solidaire (ex Nacre)
- Microcrédit professionnel (12 000 euros maxi) → Prêt Créasol
- Garanties d'emprunt bancaire (100 000 euros maxi - jusqu'à 80% de l'emprunt) → Garanties FAG

Outils dédiés aux Entreprises Sociales et Solidaires

- Prêts à taux zéro (50 000 euros maxi) → FAA (amorçage), CAA (investissement et BFR), FAR (trésorerie)
- Prêts à 2% (200 000 euros maxi localement / 1,5 M€ maxi via la SIFA) → FRIS et Société Financière France Active
- Garanties d'emprunt bancaire (200 000 euros maxi - jusqu'à 80% de l'emprunt) → Garanties FAG
- Fonds d'Ingénierie permettant de mobiliser des prestataires spécialisés en complément de l'accompagnement technique mis en place (DLA et FAI/ACCESS)
- Prêts à taux zéro (100 000 euros maxi) → PRS (trésorerie / renforcement fonds propres)



1-2 Financement



Annexes – Corse Active pour l'Initiative

FINANCEURS	ACTIONS FINANCIÉES	Etat conventionnement	Période	PREMISSIONNEL	SUBVENTIONS ATTRIBUÉES	SUBVENTIONS 2024			SUBVENTIONS N-1 PERÇUES EN 2024	Subventions antérieures N-1 en attente de perception	REPRISE DE SUBVENTIONS
						PERÇUES EN 2024	APERÇU EN 2025				
						MONTANT	MONTANT	%			
FSE Région	Financement de Projets	E n attente de conventionnement 2024-2026 ESS	Convention 2024	155 000,00	155 000,00	0,00	155 000,00	100%		100 000,00	152 000,00
DREETS	TPE/ESS	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	129 000,00	129 000,00	103 200,00	25 800,00	0,20	13 090,00		
ADEC	CONCOURS								15 000,00		
CEPAC	CONCOURS								1 000,00		
SOCIETE GENERALE	CONCOURS								2 500,00		
BPI	CONCOURS								1 800,00		
CREDIT MUTUEL BASTIA(GLOBAL)	CONCOURS								3 000,00	3 000,00	
CREDIT MUTUEL PORTO VECCHIO	CONCOURS	Versement en attente	Concours							500,00	
CAC-ADEC	TPE	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	103 000,00	103 000,00	103 000,00	0,00	0%			
CAC-ADEC	Fabrique	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	37 000,00	37 000,00	37 000,00	0,00	0%			
CAC-ADEC	Action ESS	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	47 000,00	47 000,00	47 000,00	0,00	0%			
CAC-ADEC	Action transversale TPE/ESS	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	238 000,00	238 000,00	238 000,00	0,00	0%			
BPI	TPE	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	41 000,00	41 000,00	28 994,00	70%	30%	12 652,00		
BPI	TPE PHCR	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	16 000,00	16 000,00	4 796,00	30%	70%	4 920,00		6 000,00
BPI	TPE PHCR DEP	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	0,00	433,00	0,00	0%	100%	300,00		500,00
ODARC	Agricole	Conventionnement 2024 en attente	Convention annuelle 2024	40 000,00	40 000,00	0,00	0%	100%	173 513,10		25 000,00
CCI CORSE	Action transversale FP	Conventionné/décl. archivée	Convention triennale 2023-2025	20 000,00	20 000,00	0,00	0%	100%	20 000,00		
IN CUBE											
CAPA	Action transversale FP	Conventionné/décl. archivée	Convention triennale 2023-2025	29 000,00	29 450,00	14 725,00	50%	50%	29 450,00		
CAB	Action Transversale FP	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	35 000,00	35 000,00	24 500,00	70%	30%	10 500,00		
CEPAC	Action Transversale FP	Conventionnée / en cours de	Convention annuelle 2024	10 000,00	10 000,00	0,00	0%	100%	10 000,00		
CDC / Barème	Action Transversale FP	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	30 000,00	30 390,00	0,00	0%	100%	10 842,00		
CREA IMPRESE	CREA IMP RESE / FP	Conventionné/décl. archivée	Convention annuelle 2024	73 000,00	117 500,00	58 760,00	50%	50%	19 250,00	170 194,97	35520
REMUNERATIONS BARME (FA)	Attribution France Active	Barème Remunération 2024	Barème Remunération 2024	93 000,00	146 870,00	77 487,00	66%	34%	21 700,00		
Total				1 096 000,00	1 168 767,00	737 451,00			349 663,10	273 694,97	259 400,00



FINANCEURS	ACTIONS FINANCIÉES	Etat conventionnement	Période	PREVISIONNEL	SUBVENTIONS ATTRIBUÉES	SUBVENTIONS 2024				SUBVENTIONS N-1 en attente de perception	REPRISE DE SUBVENTIONS
						PERCUES EN 2024	APERCEVOIR EN 2025	MONTANT	%		
DOTATION DU FONDS D'INTERVENTION EN PH											
Cac -ADEC	PH / FEDER	Conventionnée/ok archivée	AQ LOT 6							300 000,00	
	PH	Conventionnée/ok archivée	annuelle	5 000,00	5 000,00	100,00%	0,00	0%			
Total dotations				5 000,00	5 000,00		0,00			300 000,00	

Outils ESS MT CT /CAA-FAA									
FINANCEURS	PREVISIONNEL	ETAT CONVENTIONNEMENT	SUBVENTIONS ATTRIBUEES	SUBVENTIONS 2024			SUBVENTIONS N-1 PERCUES EN 2024		
				PERCUES EN 2024	A PERCEVOIR EN 2025	%	MONTANT	%	MONTANT
CDC - BDT Outils ESS 2022		Conventionné/ok archivé	160 000,00	160 000,00	100%		0,00	0%	
Abondement historique CAA									
CDC - BDT Outils ESS 2024		Conventionné/ok archivé	400 000,00	400 000,00	100%		0,00	0%	
Total	0,00		560 000,00	560 000,00			0,00		0,00



DLA Régional Corse 2024									
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (OFFRE DE SERVICE INTERNE)									
FINANCEURS	PREVISIONNEL	ETAT CONVENTIONNEMENT	SUBVENTIONS ATTRIBUEES	SUBVENTIONS 2024					
				PERCUES EN 2024		A PERCEVOIR EN 2025		SUBVENTIONS N- PERCUES EN 2024	
				MONTANT		MONTANT			
				%		%			
DREETS CORSE	32 000,00	Conventionnée/ OK Archivée	32 000,00	27 200,00	85%	4 800,00	15%		
CDC	30 000,00	Conventionnée/ OK Archivée	30 000,00	21 000,00	70%	9 000,00	30%		9 000,00
CdC - ADEC	30 000,00	Conventionnée/ OK Archivée	30 000,00	30 000,00	100%	0,00	0%		
Total	92 000,00		92 000,00	78 200,00		13 800,00			9 000,00
DOTATIONS DU FONDS D'INTERVENTION (FONDS D'INGENIERIES)									
DREETS CORSE	57 534,00	Conventionnée/ OK Archivée	57 534,00	48 904,00	85%	8 630,00	15%		8 630,00
CDC	13 145,00	Conventionnée/ OK Archivée	13 145,00	9 201,00	70%	3 944,00	30%		3 944,00
CdC - ADEC	161 000,00	Conventionnée/ OK Archivée/ Convention triennale 2024-2026	145 000,00	72 500,00	50%	72 500,00	50%		100 000,00
CAB	10 000,00	Conventionnée/ OK Archivée	10 000,00	7 000,00	70%	3 000,00	30%		3 000,00
MSA	7 000,00	Conventionnée/ok archivée	7 000,00	0,00	100%	7 000,00	100%		
CAPA	12 000,00	Conventionnée/ OK Archivée	12 000,00	6 000,00	50%	6 000,00	50%		12 000,00
CdC/EX CD 2B	30 000,00	conventionnée/archivée ok	30 000,00	24 000,00	80%	6 000,00	20%		15 000,00
Total	290 679,00		274 679,00	167 605,00		107 074,00			142 574,00

Fabrique 2024									
DOTATIONS DU FONDS D'INTERVENTION (FONDS D'INGENIERIES)									
FINANCEURS	PREVISIONNEL	ETAT CONVENTIONNEMENT	SUBVENTIONS ATTRIBUEES	SUBVENTIONS 2024					
				PERCUES EN 2024		A PERCEVOIR EN 2025			
				MONTANT		MONTANT			
				%		%			
CdC/EX CD 2B	10000	Conventionnée/ok archivée	10 000,00	8 000,00	80%	2 000,00	20%	5 000,00 6	
CdC ADEC	39 000,00	Conventionnée / Ok Archivée / Convention triennale 2024-2026	36 000,00	17 500,00	50%	17 500,00	50%		
Total	49 000,00		45 000,00	25 500,00		19 500,00		5 000,00	



1-3 Moyens mis en œuvre (locaux, ressources matérielles, immatérielles)

- **Equipe** : 15 personnes (15 ETP), déployant leurs missions à partir de deux implantations principales, Bastia et Ajaccio et de permanences réalisées dans l'ensemble des microrégions dans les locaux des partenaires.
L'équipe technique est soutenue dans la mise en œuvre de ses différentes actions par une équipe de bénévoles composée d'une quarantaine de personnes (chefs d'entreprises, banquiers, experts comptables, fonctionnaires d'Etat et de Collectivités Locales à la retraite, responsables de structures de l'ESS...)
- **Financeurs** : Union Européenne (FSE, FEDER, FEADER), État (DREETS), Collectivité de Corse (ADEC, ODARC), Caisse des Dépôts-BDT, Bpifrance, Communautés d'Agglomération de Bastia et d'Ajaccio, France Active, Chambres Régionale de Commerce et d'Industrie, Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, Crédit Mutuel.
- **Partenaires techniques** : Ensemble du réseau bancaire (CRCA, BPM, CEPAC, SG, CM, LCL, BNP...), autres dispositifs financiers (BPI, CADEC, FEMU QUI, ADIE, MOVE...), Chambres Consulaires (CCI 2A, CCI 2B, CMA 2A, CMA 2B, C Agri 2A, C Agri 2B), Ordre des Experts Comptables, Boutique de Gestion, Coopérative d'Activité et d'Emploi, Couveuse d'Entreprise, Incubateur d'entreprises innovantes Inizia, autres Incubateurs, Université (IAE, DU Entrepreneuriat, Pôle Pépète...), CRESS Corsica, Pôle Emploi, Services de l'Etat et des Collectivités locales, consultants spécialisés et autres acteurs de l'accompagnement.
- **Moyens matériels** : Deux antennes situées à Bastia (Parc Technologique de Bastia) et à Ajaccio (2 cours Grandval) et des permanences dans les différentes microrégions dans les locaux des partenaires techniques (BGE, Chambres Consulaires...)

Locaux en location à Bastia et Ajaccio.

2 véhicules d'entreprise (LLD) et des frais kilométriques en cas d'indisponibilité des véhicules.



Matériel informatique et téléphonique mis à disposition pour chaque salarié, y compris pour le télétravail.

II- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales :

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier aux règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) rappelées ci-dessous :

- le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels ;
- le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif et le N°2020-08 qui est venu le compléter.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes (à l'exception de l'incidence des éléments cités précédemment)
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



III – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :

Subventions d'exploitation FSE

FSE 2024 :

Une subvention à recevoir d'un montant de 155 000 € a été comptabilisée à la clôture de l'exercice sur la base d'une demande de financement 2024-2026 déposée auprès de la Collectivité de Corse - Service Fonds Européens (100 000 € pour l'action FINES + 55 000 € pour l'action FABRIQUE-ACCESS).

A ce jour, l'association n'a pas obtenu le conventionnement concernant cette subvention du FSE relatif à 2024. Aussi, par mesure de prudence, ce produit à recevoir a fait l'objet d'une dépréciation pour la totalité du montant escompté, soit 155 000 €.

FSE 2023 :

Suite au conventionnement de la subvention du FSE relatif à 2023 réalisé en 2024, la dépréciation qui avait été constatée dans le cadre de la clôture des comptes de 2023 a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 80 000 €. Il a été décidé de conserver un solde de provision de 20 000 € dans l'attente des conclusions du premier reporting FSE 2023.

FSE 2022 :

En définitive, la subvention du FSE relative à 2022 de 117 000 € n'a pas été obtenue, car non inscrite, dans le PO FEDER/FSE 2021-2027. Le produit à recevoir relatif à cette subvention a été annulé et la provision pour dépréciation qui avait été comptabilisée lors des exercices précédents a été reprise au compte de résultat. Aussi, l'impact net sur le compte de résultat de 2024 est nul.

Dépréciation Financements NACRE-CREA IMPRESE

Une annulation de produits à hauteur de 19 175€ des financements NACRE attendus des années antérieures au dispositif CREA IMPRESE a été effectuée, soit dans le détail :

Dossiers antérieurs à 2019	6 950€
Régularisations PM 3.3	6 120€
NACRE 2019	6 105€
TOTAL	19 175€

Cette opération est neutre concernant l'exercice 2024, les dotations aux provisions ayant été effectués précédemment.

D'autre part, les travaux de traitement des données ci-dessous sont toujours en cours au niveau des équipes de l'association et des financeurs.

CREA IMPRESE 2020	5 019.97€
CREA IMPRESE 2021	14 000€
TOTAL	19 019.97€

Frais de gestion

Frais de gestion 2024 :

CAPi a été retenu en 2018 pour gérer les lots 3, 5 et 6 de l'Appel d'Offre CdC-ADEC relatif aux instruments financiers.

Dans le cadre de ces marchés, il était prévu une rémunération de l'association sur la base de frais de gestion calculés jusqu'à la date du 31/12/2023. Après consultation des services de l'ADEC, un ajustement du calcul des frais de gestion relatif à la rémunération de performance des lot 5 et 6 a dû être effectué



(période de calcul non pas uniquement sur la première année du prêt mais étendue sur la totalité de sa durée de remboursement ou au plus tard au 31/12/2023).

Il en ressort une régularisation de produit relative à un complément de frais de gestion à comptabilisée en 2024 :

- 32 806.90€ pour le lot 5,
- 84 428.23€ pour le lot 6
 - o Soit un total de 117 235.13€.

Restitution des fonds d'intervention

Concernant les différents fonds d'intervention de l'association arrivés au terme de leur possibilité d'engagement le 31/12/2023, ceux-ci sont entrés en 2024 dans la phase de restitution des fonds à leurs financeurs respectifs (ADEC, ODARC, CDC BDT). Cette phase de restitution des fonds planifiée annuellement va s'étendre jusqu'en 2030.

Suite à une étroite collaboration avec les services de l'ODARC, CAPI a procédé aux premiers remboursements des fonds PH Agri auprès de la paierie de Corse en novembre 2024 suite aux appels de fonds des services compétents.

Deux versements ont été effectués (576 783.72 € et 211 315.17 €) pour un total de 788 098.89 €.

D'autres financements devant être appelés au cours de l'année 2025, CAPI a procédé à leur calcul en collaboration avec les services idoines des financeurs concernés et a bloqué les fonds nécessaires dans l'attente des appels de fonds correspondants, soit dans le détail :



<u>TABEAU DE RESTITUTION DES FONDS AU 31/12/2024</u>	
Concernant la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts) :	
129 618.82€ : Remboursements Outil CAA Historique au 31/12/2021	
44 701.11€ : Remboursements Outil CAA Historique au 31/12/2022	
120 613,97€:Remboursements Outil CAA non consommé 2022	
45 337,98€:Remboursements Outil CAA Historique au 31/12/2023	
179 000€:Remboursements Outil CAA non consommé 2024	
295 228.50€ : Remboursements Outil PRS au 31/12/2024	
211 655.55€ : Remboursements Outil FAR au 31/12/2024	
Soit un total de	<u>1 026 155,93</u>
Concernant la Collectivité de Corse :	
323 676.83€ : Remboursements Outil FAR Lot 5 au 31/12/2024	
724 751.34€ : Remboursements Outil PH Lot 6 au 31/12/2024	
Soit un total de	<u>1 048 428,17</u>
Concernant France Active:	
255 228,29€: Remboursements PRS au 31/12/2024	
Soit un total de	<u>255 228,29</u>
TOTAL	<u>2 329 812,39</u>



Informations générales complémentaires

Engagements hors bilan

- Montant des PH engagés mais non décaissés au 31/12/2024 :
Montant des PH TPE engagés non décaissés au 31/12/2024 : 399 750.00€
Montant des PH ADEC-AMII engagés non décaissés au 31/12/2024 : 227 000.00€
Montant des PH AGRI engagés non décaissés au 31/12/2024 : 554 349.00€
Soit un total de 1 181 099.00€.



Traitement de la provision pour congés payés et évolution réglementaire d’avril 2024

Le nouveau cadre réglementaire défini par la loi du 10 avril 2024 concernant l’adaptation au droit Européen du droit Français en matière de congés payés a bien été appliqué au 31/12/2024, un chiffre précis a pu être réalisé et valorisé dans les comptes 2024.

Provision pour engagement de retraite

Compte tenu de l’ancienneté moyenne du personnel, les engagements liés à ces indemnités au 31 décembre 2024 sont évalués à 45 242€.
Cette provision prend en compte différents critères suivant :

Âge légal de départ en retraite retenu	65 ans
Taux d'actualisation	3,80 %
Indice d'évolution des rémunérations	2,00 %
Taux de charges sociales et fiscales	49 %

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L’EXERCICE :

Actualité 2025 de l’association quant à la reprise de fonds arrivés en fin de vie et à l’attribution de nouveaux

Concernant les différents fonds d’intervention de l’association arrivés au terme de leur possibilité d’engagement le 31/12/2023, ceux-ci sont entrés en 2024 dans la phase de restitution des fonds à leurs financeurs respectifs (ADEC, ODARC, CDC BDT). Cette phase de restitution des fonds planifiée annuellement va s’étendre jusqu’en 2030.

Suite à la réception de l’appel de fonds de France Active concernant sa Quote Part des fonds PRS, CAPI a procédé début juin 2025 au virement des 255 228.29€ attendus.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations générales agencements aménagements divers	44 028		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	102 790		4 935
TOTAL	146 818		4 935
Autres participations	2 862 357		487 760
Prêts, autres immobilisations financières	7 200 851		2 525 608
TOTAL	10 063 208		3 013 368
TOTAL GENERAL	10 210 026		3 018 303

	Diminutions		Valeur Brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à poste	Cessions		
Installations générales agencements aménagements divers		31 492	12 536	12 536
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		69 479	38 245	38 245
TOTAL		100 941	50 781	50 781
Autres participations		1 014 953	2 326 180	2 326 180
Prêts, autres immobilisations financières		2 212 953	7 513 507	7 513 507
TOTAL		3 228 906	9 839 687	9 839 687
TOTAL GENERAL		3 329 847	9 890 468	9 890 468

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions / Reprises	Montant fin d'exercice
Installations générales agencements aménagements divers	29 188	2 659	30 022	1 855
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	87 647	7 918	69 385	26 180
TOTAL	116 835	10 576	99 407	28 035
TOTAL GENERAL	116 835	10 576	99 407	28 035

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 865				
Matériel de bureau informatique mobilier	7 918				
TOTAL	9 783				
TOTAL GENERAL	9 783				



Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions / Montants utilisés	Diminutions / Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières	638 888	366 508	193 182		812 214
Autres provisions pour dépréciation	350 095	190 950	283 575		257 470
TOTAL	988 983	557 458	476 757		1 069 684
TOTAL GENERAL	988 983	557 458	476 757		1 069 684
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		190 950	283 575		
		366 508	193 182		

Comme évoqué précédemment, l’association n’ayant pas encore obtenu un conventionnement concernant le FSE 2024, il a été décidé, par mesure de prudence, de déprécier les subventions FSE 2024 pour totalité leur montant soit 155 000 €.

Les prêts relatifs à l’AMI – ADEC dont les premiers fonds engagés ont été décaissés en février 2024 présentant peu de visibilité quant à la constatation d’éventuelles dépréciations à la clôture de l’exercice (du fait notamment des différés mis en place), la direction a estimé qu’aucune dépréciation n’était nécessaire au 31/12/2024. Un suivi de ces dossiers sera effectué à compter de 2025 selon les mêmes méthodes que pour les autres fonds gérés par l’association.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l’actif immobilisé correspond à la valeur d’entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d’utilisation de ces biens, mais à l’exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	6 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	1 109 401
Total	



Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	866 377
Dettes fiscales et sociales	138 435
Total	1 004 812

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 306
Total	6 306

OPERATION RELATIVE A LA GESTION DES FONDS D'INGENIERIE FABRIQUE-ACCESS ET DLA

Le solde débiteur des comptes de gestion FABRIQUE-ACCESS (comptes 463) a été soldé par la constatation d'une charge au cours de l'exercice.

Sur l'exercice 2024, CAPI s'est engagé à effectuer un apport en fonds propres afin d'alimenter à hauteur de 11 000 € le fonds d'ingénierie de la Fabrique (nécessité d'apport d'autofinancement dans l'AMI CdC/ADEC ESS 2024-2026).

De plus, le reliquat restant à financer de 4 965 € de 2024 doit être comptabilisé.

Une charge de 15 965 € a ainsi été enregistrée au cours de l'exercice 2024 impactant le résultat d'exploitation.

Il est précisé que ces opérations purement comptables sont à rattacher aux reliquats des excédents antérieurs qui figurent dans les fonds propres de l'association (en report à nouveau).

Il est à noter qu'un inventaire des missions DLA et FABRIQUE-ACCESS non achevées est en cours de réalisation à juin 2025. Celui-ci permettra de d'envisager avec l'accord des financeurs le réengagement des fonds relatifs à des prestations non réglées si ces dernières n'ont plus lieu d'être (prestations non finalisées ou annulées etc...).



FONDS PROPRES

Le tableau suivant se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du Règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 865 028	-	-	-	1 865 028
Fonds propres avec droit de reprise	14 827 306	-288 332	565 000	3 359 114	11 744 859
Ecart de réévaluation					
Réserves	548 431	0	0	0	548 431
Report à nouveau	376 445	- 238 958	0	0	137 487
Excédent ou déficit de l'exercice	- 527 291	527 291		311 656	- 311 656
Situation nette	17 089 921	0	565 000		13 984 151
Fonds Propres Consomptibles					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	17 089 921	0	565 000	3 671 770	13 984 151



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Il est à noter que CAPI a valorisé au cours de l’exercice 2024 les contributions volontaires de la part des membres des comités d’engagement représentant un total de 27 639€ (460.65 heures de bénévolat valorisées à un coût horaire de 60€/heure).

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction ou de gérance	Montant
Total	67 767 €

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 20 112.00 euros, décomposés de la manière suivante :

- 20 112.00€ (TTC) d’honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :
- 0.00 € d’honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu’elles sont définies par les normes d’exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11



Fris / Dossiers Contentieux

Il est à noter que trois procédures collectives sont en cours concernant des dossiers FRIS (gestion des décaissements et des remboursements assurés par France Active).

Les déclarations de créances ont bien été effectuées par France Active.

Il s'agit des dossiers suivants :

- Avanzemu (57 255.16€ d'encours déclarés)
- Service Nettoyage (22 667.49€ d'encours déclarés)
- A PROVA (Redressement judiciaire en cours)

